

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 55 (1963)
Heft: 12

Artikel: La paix et la prospérité sont indivisibles
Autor: Thant, U.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385306>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La 8e réunion de Vienne du Comité CISL/SPI pour les questions de la femme au travail invite le Comité exécutif de la CISL à examiner ce vœu, en prévision du thème « La femme qui travaille dans un monde en transformation », inscrit à l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail de 1964.

La paix et la prospérité sont indivisibles

Par *U. Thant*, secrétaire général des Nations Unies

Dans ce monde à la recherche d'une nouvelle civilisation humaine et fraternelle, il est nécessaire de faire entendre les appels à la sagesse des nations, d'où qu'ils viennent. L'évocation saisissante de l'histoire des quarante derniers siècles par le vaillant secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, jalonnés de conflits innombrables et meurtriers, au dîner offert par l'Association américaine pour les Nations Unies, avec ses suggestions pour résoudre globalement les problèmes et les conflits qui agitent le monde, ne concernent pas uniquement les hommes de bonne volonté d'Amérique, mais l'ensemble des peuples. C'est pourquoi nous reproduisons intégralement ce magnifique plaidoyer pour la collaboration internationale, basée sur la tolérance, le respect mutuel et le souci de construire des barrages solides contre la folie destructive qui continue à menacer non seulement la paix universelle, mais l'existence même du genre humain.

Réd.

Je voudrais féliciter d'abord l'Association américaine pour les Nations Unies à l'occasion de son quarantième anniversaire, ce qui nous reporte, par-delà les quatre dernières décennies, aux premiers temps de la Société des nations. Quand les Nations Unies ont célébré cette année leur dix-huitième anniversaire, beaucoup de personnes ont remarqué que l'organisation a mieux résisté que son aînée aux épreuves et aux tribulations de notre temps, infiniment plus complexes pourtant que celles qui ont amené la chute de la Société des nations. Plusieurs d'entre vous ont sans doute assisté à la séance du vendredi 4 octobre où l'empereur d'Ethiopie, venu à la dix-huitième session de l'Assemblée générale, a déclaré (je cite ses propres paroles): « Il y a vingt-sept ans, en ma qualité d'empereur d'Ethiopie, je montais à la tribune de la Société des nations à Genève et j'en appelais à elle pour qu'elle intervienne et protège mon peuple sans défense, menacé de destruction par l'envahisseur fasciste. Je parlais alors à la conscience de l'humanité, mais je parlais aussi en son nom. Mes paroles n'ont pas été entendues, mais l'histoire prouve que l'avertissement que je lançais en 1936 était fondé... Quand je suis monté à la tribune à Genève en 1936, c'était la première fois qu'un chef d'Etat prenait la parole à la Société des nations. Je ne suis pas le premier et ne serai pas le dernier chef d'Etat à prendre la parole aux Nations Unies, mais je suis le seul homme à avoir pris

la parole en cette qualité tant à la Société des nations qu'à l'Organisation des Nations Unies. Les problèmes qui se posent à nous aujourd'hui sont également sans précédent. » Ce soir je voudrais parcourir non seulement l'histoire des quarante dernières années, mais celle des quarante derniers siècles, qui nous est connue par les récits relativement authentiques parvenus jusqu'à nous. Si, pendant ces quatre mille ans, l'homme n'a cessé de soupirer après la paix, les grands événements de son histoire n'en sont pas moins des conflits. L'histoire est si souvent la chronique d'« événements malheureux d'un passé lointain, de batailles de l'ancien temps ». Les grandes épopées, qu'elles soient en sanscrit comme le *Mahabaratha* ou en grec comme l'*Illiadé*, sont aussi des récits de guerre. D'Alexandre, nous disons Alexandre le Grand; nous ne le disons pas d'Aristote. Aux noms de Cyrus et de Darius, nous ajoutons aussi un qualificatif de grandeur; nous ne le faisons pas pour ceux de Firdausi ou de Hafiz. Nous nous souvenons mieux de César que de Cicéron. Les noms de Gengis Khan, de Tamerlan, de Charlemagne sont aussi dans nos mémoires. Tous, en effet, ont été de grands hommes de guerre et des conquérants.

Cherchant à expliquer ce phénomène, maints psychologues sont arrivés à la conclusion que l'homme est par nature un animal belliqueux. Notre vie de tous les jours est une suite de luttes et de conflits; or, ces conflits, cette lutte pour la vie, reflètent le conflit intérieur de l'homme. Les théoriciens de l'évolution eux-mêmes ont démontré que l'espèce humaine est l'aboutissement d'une impitoyable lutte pour la vie à laquelle seuls les plus aptes peuvent survivre.

Avant de s'organiser en nations, les hommes s'organisaient en tribus, et avant de s'organiser en tribus, ils s'organisaient en villages. Les villages se battaient contre les villages voisins et de nos jours encore ces incursions entre villages caractérisent les sociétés primitives. Peu à peu, les villages ayant une origine commune se sont groupés pour former des tribus qui se sont battues entre elles.

Puis vinrent les grands conflits religieux du début de l'ère chrétienne et du Moyen Age, la lutte entre les Juifs et les Gentils, entre les chrétiens et les païens. Celle-ci a atteint son paroxysme avec les Croisades, qui n'ont pas duré moins de trois siècles. Deux cents ans après, au moment où la Réforme a divisé les chrétiens eux-mêmes, ceux-ci se sont opposés les uns aux autres dans des guerres cruelles et sans merci. Nous savons tous, hélas, que les guerres de religion et l'intolérance n'ont pas disparu avec le Moyen Age. Au cours même de notre vie, nous avons été témoins de la persécution des Juifs par Hitler et sa clique, dont les camps de concentration et la barbarie inimaginable d'Auschwitz et de Buchenwald furent l'horrible aboutissement.

Le fanatisme religieux a aussi provoqué des conflits en plus d'un autre point du globe. L'histoire est pleine d'exemples de guerres allumées par des fanatiques, chrétiens ou juifs, musulmans ou hindous, bouddhistes ou confucianistes.

A partir du XVI^e siècle, on a assisté en Asie à la conquête de la majeure partie de la grande presqu'île indienne par les musulmans. Puis vint un moment où la domination musulmane s'étendit sur d'autres régions de l'Asie du Sud et du Sud-Est – notamment sur les territoires qui forment aujourd'hui l'Indonésie. Quatre siècles plus tard, après deux cents ans de domination britannique, nous avons assisté au dernier acte de ce chapitre de l'histoire: le partage du sous-continent indien.

Partis à la recherche des trésors de l'Inde, les grands navigateurs et marins d'Europe ont découvert non pas les Indes, mais les Amériques, celle du Nord et celle du Sud, et les îles de la mer des Caraïbes. Pendant les siècles qui ont suivi, l'Espagne et le Portugal ont fondé de vastes empires en Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Antilles, tandis qu'Anglais et Français luttaient pour avoir l'hégémonie sur les vastes étendues et les immenses richesses de l'Amérique du Nord.

Plus d'une route s'ouvrit enfin vers l'Orient et, un jour, les empires musulmans du sud et du sud-est de l'Asie cédèrent la place au capitalisme européen. Anglais, Français, Hollandais, Portugais et Espagnols firent tous valoir des droits sur le continent asiatique et ils se firent maintes fois la guerre pour étendre et conserver leurs empires. Le XIX^e siècle vit la grande mêlée pour la conquête de l'Afrique, où non seulement les puissances que je viens de mentionner, mais encore des pays comme la Belgique, qui étaient arrivés trop tard en Asie et ailleurs, acquirent de vastes colonies. L'Allemagne, n'ayant réalisé son unité que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, arrivait bonne dernière dans la course, et c'est essentiellement de sa volonté d'étendre son « espace vital » en Europe que sont nées les deux guerres mondiales qui, pour reprendre les termes de la charte, ont « par deux fois en l'espace d'une vie humaine infligé à l'humanité d'indicibles souffrances ».

A la fin de la première guerre mondiale, il y eut un changement total d'où sortit une situation entièrement nouvelle, surtout en Asie. En 1917, ce fut la grande Révolution russe. Au début, le communisme ne dépassa guère les frontières de l'Union soviétique et de quelques pays voisins, mais après la deuxième guerre mondiale, il gagna d'autres pays d'Europe orientale. De plus, cette guerre laissa dans son sillage une Allemagne divisée, qui, on le sait, est une perpétuelle source de tension.

Mais le fait nouveau le plus important pour le communisme après la deuxième guerre mondiale fut le triomphe du marxisme en Chine continentale. Certes, la Chine était depuis bien longtemps le pays du

monde le plus peuplé, mais elle n'avait jamais pu jouer un rôle vraiment efficace dans la politique mondiale à cause de ses divisions internes et de ses faiblesses. Aujourd'hui, on ne saurait nier l'influence de Pékin sur les affaires mondiales et, qu'il me soit permis de l'ajouter, je doute qu'il soit judicieux, voire possible, d'agir indéfiniment comme si la Chine n'existait pas, surtout lorsqu'on traite de questions touchant la paix et la sécurité mondiales.

On s'accordera à reconnaître que ces dernières années la principale source de conflits est d'ordre idéologique. Dans le domaine économique, on peut dire que c'est l'opposition entre le capitalisme et le communisme; on a dit aussi – ce qui d'ailleurs prête à discussion – que c'était l'opposition entre la démocratie et le totalitarisme. C'est ce conflit idéologique, que l'on a appelé la guerre froide, qui a empoisonné les relations internationales dans l'après-guerre.

Je ne crois pas que le monde devienne un jour tout entier capitaliste ou tout entier communiste. Il n'existe pas, que je sache, un seul facteur qui puisse faire que les Etats-Unis deviennent inévitablement une société communiste et je ne vois aucune possibilité non plus que la Russie devienne un jour capitaliste. Beaucoup d'observateurs très perspicaces en matière économique ont remarqué que ni le capitalisme ni le communisme n'ont gardé au cours des ans leur physionomie première et que les deux régimes se sont montrés capables de s'adapter lorsque les circonstances changent. De plus, il y a beaucoup de pays dans le monde d'aujourd'hui, surtout de pays en voie de développement, auxquels la nécessité s'est imposée de suivre une ligne qui représente un moyen terme entre capitalisme et communisme, ce que l'on peut appeler une économie mixte ou une société à tendance socialiste. Dans ces cas-là, les pays ont emprunté des éléments aux deux systèmes et les ont assimilés en s'efforçant de garder à l'initiative privée la place qui lui revient sans sacrifier la justice sociale et économique.

Maintenant, nous devons nous occuper d'une autre source de conflit qui découle elle aussi directement de la deuxième guerre mondiale. L'un des buts essentiels de la charte était de favoriser le développement des territoires non autonomes et leur accession au statut de nations. Les dix premières années de l'après-guerre ont vu la plupart des pays d'Asie, libérés de la domination coloniale, acquérir leur indépendance, de sorte qu'aujourd'hui il ne reste plus dans cette partie du monde que quelques rares vestiges du colonialisme. En Afrique, c'est seulement au cours des cinq dernières années que des progrès remarquables ont été faits dans le même sens. Actuellement, les points de tension sur le continent africain sont principalement localisés dans les territoires coloniaux qui progressent trop lentement vers l'autonomie. Combien de temps faudra-t-il pour achever le processus de décolonisation en Afrique? A chacun d'essayer de le deviner. J'espère que, dans l'intérêt du

monde entier, il ne sera pas trop retardé. L'histoire nous apprend, comme je l'ai déjà dit, que si l'on retarde trop l'heure de la liberté, il se produit une montée des forces extrémistes, qui arrivent à envahir la scène et, à la longue, risquent d'empêcher les pays intéressés de se développer et de progresser dans l'ordre et la paix.

Il y a encore une autre source de conflit que je dois maintenant évoquer. Au XIX^e siècle, des millions d'êtres humains qui n'avaient pas la peau blanche ont accepté, assez philosophiquement, le « fardeau du Blanc ». Aujourd'hui, on n'accepte plus cette doctrine périmée. Aux Etats-Unis même, nous assistons depuis quelques années à une évolution remarquable tendant à affirmer le droit de tous les citoyens, sans distinction de couleur, à participer pleinement à la vie politique du pays et à partager en toute égalité les fruits de l'expansion économique et du progrès social. Dans beaucoup d'autres pays, il y a sans doute des minorités qui ont le sentiment que leurs droits légitimes ne sont pas pleinement reconnus. Partout, la lutte continue et je suis certain qu'elle continuera tant que ces minorités n'auront pas vu redresser les torts dont elles se plaignent légitimement et qu'elles n'auront pas l'assurance qu'on les traitera de façon équitable. Il est un pays cependant, un seul, qui continue officiellement de faire une différence entre les hommes selon la couleur de leur peau et leur origine ethnique et qui a fait de cette discrimination un principe fondamental de la politique de l'Etat. Les perspectives sont loin d'être réjouissantes et je ne puis considérer l'avenir de cette partie du globe avec sérénité.

Le monde d'après-guerre a vu une autre révolte encore, celle des pays qui ne sont pas nantis. Tout comme les Noirs et leurs frères à peau brune avaient accepté pendant des siècles le « fardeau du Blanc », les pauvres acceptaient aussi la pauvreté comme une chose naturelle. Or, ce qui a marqué les quinze dernières années, c'est le refus catégorique d'une telle conception des choses. Si le partage du monde entre l'Est et l'Ouest est né d'un conflit idéologique, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres a creusé une sorte de fossé entre le Nord et le Sud. L'accroissement rapide de la population et l'absence du progrès économique et technique dans les pays en voie de développement ont provoqué une situation telle que cet écart inévitable entre pays riches et pays pauvres n'a cessé de s'élargir, et c'est là, à mon avis, une situation pleine de périls.

L'aide économique, à elle seule, ne peut pas résoudre le problème : tout en étant très souhaitable, en effet, elle ne saurait tenir lieu de prix justes et stables et de marchés élargis, or, c'est de cela que les pays neufs ont besoin pour surmonter les difficultés de l'industrialisation. Comme l'ont fait observer de nombreux économistes, les sommes que représente l'aide économique fournie depuis dix ans, pour importantes qu'elles soient, compensent à peine la perte qu'a fait subir aux pays en voie de développement la baisse des prix des

produits de base. On comprend dès lors l'intérêt croissant que les pays neufs manifestent pour l'activité déployée par les Nations Unies dans le domaine économique. Ils attendent de l'organisation des plans d'ensemble et un organisme international qui puisse amplifier les échanges commerciaux dans le monde et fournir l'aide qui convient à chacun. Ils voudraient aussi une aide dont ils ont besoin pour rattraper rapidement le retard qu'ils ont pris pendant les longues années de domination coloniale, qui bien souvent ont été pour eux une période de marasme et de pénurie, et pour combler les vides inévitables laissés par le départ des colonisateurs.

Si l'interprétation que je viens de donner de l'histoire de l'humanité dans ce court exposé est exacte, il existe aujourd'hui dans le monde trois ou quatre causes de conflit et de tension qui ou bien sont l'héritage de conflits passés ou bien correspondent très exactement à ceux qui caractérisaient l'histoire de l'Antiquité et du Moyen Age. Le premier et le plus dangereux de tous, c'est le conflit idéologique entre l'Est et l'Ouest. Vient ensuite le conflit entre le Nord et le Sud, c'est-à-dire entre pays nantis et pays pauvres. Il y a aussi la lutte contre le colonialisme et la lutte pour la conquête de l'égalité, en particulier sur le plan racial. Les conflits religieux, qui n'ont pas totalement disparu, peuvent encore, ici ou là, être une source de friction. Le plus grave est évidemment, comme je l'ai dit plus haut, la guerre idéologique sous toutes ses formes.

On ne saurait s'attendre à ce que la solution de ce conflit soit trouvée du jour au lendemain. Elle doit être recherchée avec patience et persévérance autour des tables de conférence et ailleurs en recourant à la force des arguments et non pas à l'argument de la force. C'est là la principale tâche de l'Organisation des Nations Unies, qui, aux termes de la charte, doit être un « centre où s'harmonisent les efforts des nations vers des fins communes ».

Il convient ici de se demander quelles sont ces fins communes. La plus importante de toutes est, à coup sûr, la préservation de l'espèce humaine. Dans le message qu'il a prononcé à l'occasion de la Journée des Nations Unies de 1963, le président de l'Inde, qui est aussi un philosophe de grand renom, a dit en termes éloquents: « L'humanité n'est pas une simple organisation; c'est un organisme vivant, uni de l'intérieur même par ces valeurs spirituelles qui sont inséparables de la dignité et de la liberté de l'homme... Il y a un dieu caché en toutes choses, présent en toutes choses et qui est l'âme de toutes choses. C'est ce lien invisible que nous brisons et c'est le corps de l'humanité que nous déchirons lorsque nous usons de violence envers autrui. » Quelles que soient les dissensions et les différends qui nous séparent, il est une chose qui nous tient à cœur à tous: c'est de préserver le genre humain de la destruction. Dans un monde que menace la bombe H, nous n'avons d'autre solution que

de régler pacifiquement nos différends. Dans la guerre moderne, y aurait-il d'autre vainqueur que la mort?

De même, le progrès et la prospérité de l'humanité nous touchent tous. Comme j'ai eu l'occasion de le dire ailleurs, le progrès technique a été si rapide que, appliqué à bon escient, il peut permettre d'obtenir en suffisance tous les produits nécessaires de façon que les hommes ne connaissent plus ni le besoin ni la faim. Le but énoncé dans la Charte des Nations Unies: « Favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande », est à notre portée, mais à une condition: que nous voulions partager l'abondance dans laquelle nous vivons.

Il est désormais inutile de penser en fonction d'un intérêt national étroit. C'est même poursuivre une politique à courte vue que de continuer à envisager les problèmes économiques internationaux sous un angle instinctivement rétréci. Comme la paix, la prospérité est indivisible et il faut vaincre le fléau de la misère.

Au cours même de sa présente session, l'Assemblée générale vient d'adopter une déclaration sur la discrimination et elle poursuit actuellement un effort du même ordre en ce qui concerne l'intolérance religieuse. On ne saurait attacher trop d'importance à ces travaux, car l'objet qu'ils visent est primordial. L'intolérance, l'incapacité ou le refus de voir le point de vue d'autrui, le refus de vivre et de laisser vivre, telles sont les causes fondamentales des incompréhensions entre les hommes comme entre les nations. Comme le rappelle la Charte de l'UNESCO, c'est dans le cœur des hommes qu'il faut construire des remparts pour défendre la paix, puisque c'est dans l'esprit des hommes que les guerres ont leur origine.

Il y a quarante-cinq ans aujourd'hui, la signature de l'armistice mettait un terme à la première guerre mondiale. C'est alors que fut fondée la Société des nations, pour épargner à l'humanité l'horreur de voir se renouveler une telle effusion de sang. L'idée fondamentale exprimée dans le pacte résume la philosophie sur laquelle reposait la Société des nations, à savoir que c'est l'« anarchie sur le plan international » qui est la cause principale des guerres. Les fondateurs de la Société des nations croyaient que le monde a besoin d'un système remplissant, par-delà les frontières nationales, à l'égard des rivalités et des ambitions qui s'affrontent, le même rôle que les gouvernements, qui, eux, agissent dans le cadre des frontières nationales. D'où l'idée d'instituer un cadre juridique pour régler les différends entre les nations, soit par la procédure judiciaire, soit par la procédure arbitrale, et d'interdire le recours à la violence, en cas de violation du droit, par l'emploi d'une force collective invincible. Pour être efficace, la Société des nations aurait dû pouvoir faire respecter le droit. Dénuée de ce pouvoir, elle n'était pas en mesure de convaincre, mais, si elle l'avait eu, l'emploi de la force aurait pu devenir inutile et il aurait été possible de régler les conflits par la

persuasion. Malheureusement, la Société des nations n'a eu ni la volonté ni les moyens d'organiser cette force collective invincible. Gênée aussi par l'absence des Etats-Unis, elle est devenue essentiellement une assemblée européenne, encore qu'un petit nombre d'Etats non européens aient aussi été admis comme membres. Ainsi donc, la Société des nations n'a pas pu empêcher que la morale internationale ne se désagrège peu à peu et ne se perde, comme nous l'avons vu, au cours des années trente, pour aboutir au cataclysme de la deuxième guerre mondiale. Etant donné les armes redoutables qui ont été inventées pendant et depuis cette guerre, nous avons tous le sentiment que, si nous ne parvenons pas à empêcher une troisième guerre mondiale d'éclater, notre souvenir se perpétuera dans l'histoire – si tant est qu'il puisse encore y avoir une histoire – comme la génération coupable, celle qui n'a rien fait pour sauver le genre humain de la destruction.

J'espère en avoir assez dit ce soir pour vous faire mieux comprendre de quel prix est le soutien éclairé et courageux que vous accordez depuis quarante ans à l'idéal international. De nos jours, rien, si ce n'est l'action internationale, ne peut permettre de résoudre globalement les problèmes et les conflits qui agitent le monde, de même que rien ne peut remplacer les méthodes de persuasion et de conciliation pacifiques. D'autre part, il est incontestable que les hommes aspirent tous au progrès et à la prospérité, comme ils désirent tous vivre dans la paix et la sécurité. J'espère que ce sera pour vous, aujourd'hui, l'occasion de renouveler votre résolution de vous consacrer à l'idéal de la coopération internationale, afin que nous puissions dire d'un cœur sincère à nos enfants et petits-enfants que notre génération a fait tout ce qu'elle a pu pour préserver les générations futures du fléau de la guerre.

Bibliographie

Genève et l'économie européenne de la Renaissance, par Jean-François Bergier (Edition SVPEN, Paris, 1963). – Jean-François Bergier est l'un des plus brillants parmi les jeunes économistes européens. A l'âge de 31 ans, il occupe déjà l'illustre chaire d'histoire économique de l'Université de Genève; héritier de Rappard, de Babel, Bergier s'est attaqué à un problème qui déborde le cadre genevois et ouvre des perspectives passionnantes sur quelques-uns des grands problèmes humains de notre temps. Sa démarche initiale est la suivante: Bergier, d'abord, regarde l'histoire de Genève. Cette ville forme une communauté à vocation internationale. Un à un, l'auteur démonte les mécanismes économiques, psychologiques, sociaux qui ont gouverné cette collectivité au temps des échanges trans-alpins et de la haute époque des foires, au temps de la théocratie calviniste et à l'époque du déclin de la foire genevoise. Recherche en soi révélatrice par son originalité et l'énorme matériel qu'elle rend enfin accessible à un public plus